



VTB AU QUOTIDIEN
NOUVELLE SERIE N° 33
DU 06 JUILLET 2017

La Voix des travailleurs du Bénin

Journal de la confédération Syndicale des Travailleurs du Bénin
(CSTB)

Vtbcstb@yahoo.fr Tél : 97 76 18 29 / 90 94 83 93

Directeur de Publication : Paul Essè IKO-

Prix : 100 F

Editorial..... page 1
Intervention du porte-parole des travailleurs du Bénin à Genève page 1, 2 et 3

EDITORIAL

Ca fait plusieurs mois que notre journal la Voix des Travailleurs du Bénin (VTB) a cessé de paraître alors que fusent de partout les grognes des travailleurs qui crient leur ras-le-bol face à la gouvernance antipopulaire de Patrice TALON.

Les parutions du journal reprennent à partir du jeudi 06 juillet 2017.

La Voix des Travailleurs du Bénin (VTB) est le journal de la CSTB, des fédérations et syndicats de la CSTB. La VTB est le journal des travailleurs du public, du privé et de l'informel. Vos grognes, vos désirs et points de vue sont attendus par la rédaction pour être publiés afin que les travailleurs soient informés de ce qui se passe dans votre secteur.

La Rédaction

Intervention du porte-parole des travailleurs du Benin A la 106^e session de la Conférence Internationale du Travail à Genève le 9 juin 2017

Monsieur le président de la conférence.

Monsieur le Directeur General,

Mesdames et Messieurs les responsables de la conférence en vos rangs grades et titres respectifs,

Distingués invités,



Au nom des travailleurs de la République du Bénin et au nom des organisations syndicales du Bénin, je vous adresse mes cordiales salutations et

plus spécifiquement les vibrantes félicitations à vous monsieur le président de la conférence pour votre brillante élection à la tête de la 106^{ème} conférence internationale.

Mesdames et Messieurs,

Lors de la 103^{ème} conférence la délégation des travailleurs du Bénin s'est exprimée devant

vosre auguste Assemblée décrivant les misères et les grandes violations des conventions : pilier de notre commune organisation, par notre gouvernement défunt.

Nous avons pensé qu'il fallait nous battre pour un nouveau gouvernement capable de nous respecter et de respecter les conventions de l'OIT

mais hélas, le nouveau gouvernement nous a déçus.

Mesdames et Messieurs,

En un an de gouvernance, le nouveau pouvoir du président Patrice Talon, a plongé le pays dans une crise économique et sociale sans précédent, avec une aggravation inouïe des conditions de vie et de travail des hommes.

Les travailleurs du Bénin sont confrontés à des positions et des actions du gouvernement dont la finalité est la liquidation progressive, mais sûre et définitive de tous les acquis sociaux.

Ainsi non content de créer des lignes et des zones rouges interdites aux travailleurs et au peuple pour leurs manifestations et ceci dans leur propre pays, le gouvernement est déterminé à faire voter par une Assemblée nationale à ordre des lois scélérates destinées à la précarité définitive de l'emploi ce qui est contraire aux normes et résolutions de LOIT.

Nous sommes déçus par ces agissements du gouvernement que nous voyons devant nous comme des obstacles. Le gouvernement est avide de réformes scélérates non inclusives et dangereuses. C'est pourquoi les travailleurs ont développé des luttes multiformes pour le contrer.

I. Sur le plan économique et social :

La politique économique du président Talon qui a transformé le partenariat public-privé en un partenariat d'exclusion des partenaires sociaux avec pour vision de saper les bases fondamentales de l'Etat Béninois se caractérise par ;

La privatisation sauvage d'entreprises chargées de garantir la souveraineté du pays en jetant dans les

rués des milliers de travailleurs ; exemple ; mille quarante-cinq travailleurs du développement rural ont été littéralement licenciés en un mois, ceux de la SONAPRA sont vidés sans ménagement et sans aucun droit en violation des conventions collectives et avec le concours des policiers. L'ONASA, la SBEE, Bénin Télécom, le port autonome de Cotonou le CNHU doivent, subir les mêmes sorts.

Une tentative de liquidation des fondements de la Fonction Publique en la transformant progressivement en une administration d'entreprise avec des cabinets privés des consultants à ordre est en cours dans le pays.

Après avoir échoué dans sa tentatives frauduleuses et criminelles de réviser la constitution de notre pays, le gouvernement soumet les travailleurs à des lois iniques qui bouleversent tous les acquis sociaux ;

1 : la loi 2017/05 FIXANT LA CONDITION ET LA PROCEDURE d'embauche, de placement de la main d'œuvre et de résiliation de contrat de travail, supprime l'équité et les acquis sociaux.

La loi 2017/ 03 portant régime général d'emploi des collaborateurs externes de l'Etat, sous prétexte que le Benin est <<un désert de compétences >>, introduit le favoritisme et la désarticulation de la fonction public.

On assiste à la mise en place dans tous les ministères d'une véritable Légion étrangère de gens sortis de nulle part qui gèrent notre administration et qui sont grassement payés hors grille aux frais du trésor public.

II. Une Assemblée Nationale danger pour les travailleurs

Le pouvoir exécutif exulte et se vante de posséder à l'Assemblée Nationale la majorité des députés, sûr dans ces conditions de faire voter toutes les lois à son initiative. Et du sein même de ces 'honorables' qui n'ont plus rien de ce qualificatif on apprend, chiffres à l'appui que tous nos

députés sont vendus, achetés avec des émoluments mensuels hors salaires.

C'est dans ces conditions que des lois scélérates sont votées, la révision de la constitution est tentée et qu'elle a échoué et que d'autres lois plus dangereuses ont été votées et concernent les renseignements et la mise sur écoute des citoyens.

On mesure bien la cible privilégiée que constituent les syndicalistes et partenaires sociaux dans ces conditions.

Les travailleurs du Bénin, confrontés à un pouvoir liberticide, liquidateur des acquis démocratiques et sociaux, n'ont aucune chance, de recours avec une telle Chambre de députés vénaux et corrompus, plutôt enclins à des marchandages perpétuels avec un gouvernement corrupteur à volonté.

Dans ces conditions on assiste à une aggravation des conditions d'accès des pauvres à l'Ecole, à la santé. La fermeture des entreprises publiques, la politique dite de déguerpissement des petits producteurs de l'espace public urbain ont condamné des jeunes, pères et mères de famille à la famine et à la mort certaine.

C'est pourquoi notre peuple, les travailleurs de notre pays doivent se battre aujourd'hui pour :

La préservation des acquis démocratiques contre toutes atteintes aux libertés fondamentales, contre la violation des Conventions internationales auxquelles notre pays a souscrit ;

La préservation de la Fonction publique contre toutes les tentatives de sa désarticulation et ses corollaires que sont les privatisations, l'externalisations, le licenciement massifs et la perte des droits ;

La préservation du caractère public et non privé de l'Etat avec ses travers connus aujourd'hui ;

L'érection d'organes de contre-pouvoir véritables, de probité, exempts de vénalité.

Le gouvernement organise des parodies de négociations, des divertissements pour montrer

qu'il négocie alors qu'aucune solution n'est donnée aux revendications. C'est ainsi que deux jours avant la venue de notre délégation au BIT, le gouvernement nous a appelé aux négociations pour montrer qu'il procède au dialogue social. Ayant compris le jeu, toutes les confédérations se sont levées unanimement pour boycotter la séance.

Quant à ce qui concerne, le point fondamental de notre conférence sur l'emploi vert notre pays est totalement en dessous de la plaque il doit être interpellé sur la grande déforestation et la prise de décisions en conformité avec les résolutions de l'OIT.

Dans cette veine on assiste (encore) à la conduite de concours frauduleux A la CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale) sur lequel l'Etat se tait malgré la violation de toutes les normes d'organisation, d'équité et d'éthique que cela soulève

Monsieur le Président,

Notre but ici n'est pas encore une fois de médire de notre gouvernement mais d'attirer votre attention sur la volonté farouche de notre gouvernement à légaliser la violation des conventions 87 et 98. Nous venons ici prouver notre combat, le combat des travailleurs Béninois en faveur de l'application de la convention 87 et 98 pour ainsi permettre l'instauration de la liberté et de la justice favorables à la production dans cette partie du monde : **LE BENIN**

Je vous remercie :

Genève le 09 juin 2017

Paul Essè IKO

Porte-parole des travailleurs du Benin.